

## Au berceau de la presse valaisanne.

Conçue et octroyée par des puissances étrangères, notre constitution cantonale de 1815 portait en elle des germes de trouble et de dissolution. Prétérissant l'égalité des droits, base d'un gouvernement démocratique, elle engendrait la méfiance et le malaise, aggravés encore par les prétentions de ceux qui détenaient déjà la part du lion (demande d'une indemnité pour coparticipation aux domaines de l'Etat), et par la promulgation en 1826 de la loi électorale, dite *organique*, qui accordait des privilèges excessifs aux conseils communaux et aux notables locaux.

Aussi est-ce à cette constitution, aux lacunes qu'elle présentait et aux réformes qu'elle comportait, que nous devons la création de la presse valaisanne, ce mot étant pris ici dans son sens général et légal, soit journaux, brochures, affiches, en un mot tous imprimés. Quoi de surprenant que, tournée vers le passé plutôt que vers l'avenir, cette charte qui ne parlait ni de liberté individuelle, ni de l'inviolabilité du domicile, ni des droits de pétition, d'établissement, d'industrie, de commerce, etc., passât également sous silence le principe de la liberté de la presse, soit la faculté de publier ses opinions sur les institutions de son pays ou les événements du jour ?

Comme la plupart de ses congénères, le gouvernement valaisan la redoutait : à deux reprises, en 1831 et 1832, il proposait à la Diète fédérale, par l'organe de ses députés, de n'accorder la garantie de leur constitution qu'aux états dont les lois réprimaient les abus de la presse.

Typique, ce fragment du discours du grand baillif de Sépibus à l'ouverture de la session de la Diète de novembre 1831 : « ... qui est-ce qui se serait imaginé que ce peuple si loyal, si ennemi des nouveautés, se laisserait persuader par ces infâmes journalistes, par les démagogues remplis d'une ambition démesurée... qu'il est opprimé, qu'il est esclave, qu'il manque encore beaucoup à son bonheur et à sa gloire... ? Il est bien entendu que les libéraux journalistes qui n'ont ni vérité, ni honneur, ni la charité chrétienne à cœur, en profitent à leur gré pour répandre leurs pernicieuses doctrines dans tous les coins de l'Europe en injuriant les souverains auxquels nous devons la restauration de notre liberté ; ils provoquent leurs sujets à la rébellion, ils calomnient tous les gouvernements sans distinction... » etc., etc.

Contre un tel fléau, il convenait de se prémunir.

En 1824 déjà, le chanoine Machoud, de Bagnes, professeur de théologie morale au séminaire diocésain, rédigeait un mémoire à présenter à la Diète

par Mgr Zen-Ruffinen pour interdire l'entrée en Valais de la *Gazette de Lausanne*<sup>1</sup> et des journaux libéraux français, de même que des livres d'abonnements des cabinets littéraires de Vevey, Lausanne et Genève. Mais sur le conseil des chanoines Julier et Berchtold, l'évêque ne donna pas suite à cette suggestion.

En novembre 1831, le gouvernement valaisan déposait une plainte contre J.-L.-B. Leresche pour avoir accepté dans la *Constituante vaudoise* des articles sur la rénovation politique du Valais. En juillet 1833, il ordonnait aux bureaux de poste d'entrée du Bas-Valais de lui remettre pour examen tous les envois d'imprimés du dehors.

En février 1835, le journal l'*Helvétie* de Gaullieur se voyait fermer les portes du Valais et le *Nouvelliste Vaudois*, devenu radical avec Druey, était également molesté : reconnaissons que leurs correspondants valaisans, les Louis Gard, les César Gros, les Edouard Zumoffen ne se distinguaient pas toujours par leur modération, leur tact et leur objectivité.

Ce contrôle, cette censure empêchaient de publier chez nous autre chose que des actes officiels ou des livres d'édification. Un Valaisan désirait-il communiquer quelque chose à ses concitoyens, c'est aux imprimeurs étrangers et souvent au voile de l'anonymat qu'il devait recourir. C'est presque à titre exceptionnel que l'on voit sortir des presses d'Antoine Advocat à Sion, en 1832, la *Notice historique sur l'église paroissiale d'Ardon*, où l'auteur, le chanoine André Derivaz ne montre pas à son supérieur, Mgr Rotten, toute la révérence désirée. La réplique de la commune de Chamoson, mise en jeu dans cette brochure, réplique confiée au père capucin Furrer et à l'avocat Ganioz, avec le chanoine Anne-Joseph de Rivaz dans la coulisse, et intitulée : *Hommage à la justice et à la vérité*, porte la mention : *avec permission*.

Mais c'est à Lausanne que paraissent : en 1832, la *Lettre d'un officier suisse au service de Naples*, violente et impertinente diatribe de Louis Gard contre le service capitulé et le colonel Stockalper, chef du régiment valaisan ; en 1834, la *Conduite politique du clergé valaisan pendant les années 1832, 1833, 1834*, dont l'auteur anonyme était Bandelier, ex-vicaire de Monthey ; en 1834 encore, le *Mémoire adressé au Conseil d'Etat du Canton du Vallais par les quatre dixains occidentaux en réclamation des droits politiques*.

C'est même plus loin, à Paris, qu'un « député à la Constituante valaisanne », (Dr Joseph-Hyacinthe Barman) fait imprimer en 1839 ses commentaires sur la constitution de 1815 intitulés : *Le Valais sous la Constitution de 1815*.

En octobre 1832, une brochure anonyme, l'*Arbre de la liberté en Vallais*, ridiculisait et la fameuse loi organique, abrogée dans l'intervalle et les mesures prises par l'autorité contre les protestataires de Martigny. L'en-

<sup>1</sup> Dont, entre parenthèses, le gouvernement payait l'abonnement au... couvent des capucins de Sion.

quête révéla que le manuscrit avait été remis à l'imprimeur Vignier de Genève par le chanoine Claivaz, de l'abbaye de St-Maurice. Celui-ci fut signalé au nonce et renvoyé devant lui par un tribunal ecclésiastique, le privilège des immunités lui épargnant d'office le for civil. Mais l'inculpé, assisté de son confrère le chanoine Maret, souleva contre le juge, l'évêque de Sion, « une exception déclinatoire en ce qu'il faisait partie du gouvernement comme membre de la Diète et à cause de l'ascendant qu'exerçaient sur lui certains conseillers d'Etat qui avaient contribué à son élection par leurs suffrages. » Petites causes, grands effets : L'Etat prétexta ce libelle (dont l'auteur, non découvert, était le propre prieur du monastère, chanoine Blanc) et les principes libéraux avancés affichés par quelques chanoines pour menacer de retirer l'enseignement à l'abbaye et de le remettre aux Jésuites.

Alors que l'attaque ne comptait que 28 pages, la riposte, commandée par l'Etat : *Réponse au libelle intitulé l'arbre de la liberté en Vallais* (l'auteur en était le secrétaire d'Etat Tousard d'Olbec) comptait 140 pages et revint à 1400 francs non compris les frais d'impression.

A son tour, la révision du Pacte fédéral, autrement dit le *Pacte Rossi*, du nom du rapporteur de la commission, surgit pour échauffer les esprits. Le Haut-Valais y était naturellement hostile, tandis que dans le Bas, les avis étaient partagés. Les *pour* et les *contre* développèrent leurs arguments dans une série de pamphlets trop connus pour que je m'y arrête et les analyse :

*Démophile* ou conspiration tendant à asservir le Bas-Vallais éventée par un libéral du dizain de Monthey, sans lieu ni nom d'auteur, qui s'attachait à démontrer que le projet, par sa tendance unitaire, était attentatoire à la religion, à la liberté, à la propriété.

*Réponse au prétendu Démophile*, ou les calomniés soussignés au calomniateur pseudonyme (rédigée par le notaire Emmanuel Boujean, de Vouvry.)

*Le Vallaisan désabusé* ou les aberrations des prétendus libéraux dévoilées par un anonyme franchement patriote.

*Dialogue de Démophile et de Jacques son colporteur.*

Dans ce groupe rentrerait aussi le recueil de *Chants patriotiques du Bas-Valais* (sans lieu, 1834) la plupart inspirés par le pacte Rossi et la bastonnade de Martigny du 11 avril 1833.

D'autres pamphlets de moindre importance ainsi que de simples feuilles volantes en prose et en vers — la période 1833-1843 est l'âge d'or de la chanson politique valaisanne — furent échangés en cette circonstance, caractérisés parfois par tant de violence que le Conseil d'Etat jugea opportun d'intervenir. Le 9 janvier 1834, il envoyait aux présidents de dixains une circulaire où il déclarait désavouer et blâmer hautement leurs auteurs « qui n'ont pas craint, au milieu d'une polémique furibonde, de se laisser aller aux personnalités les plus offensantes et les plus calomnieuses ». Les ma-

gistrats de chaque dixain étaient invités à faire poursuivre les colporteurs de ces libelles et à en saisir les exemplaires.

Nonobstant cette défense, César Gross, de Martigny-Bourg, jeune-suisse militant mais qui avait du moins le mérite de la franchise, s'avisa de livrer à ses concitoyens son plan de réorganisation politique en deux opuscules imprimés à Lausanne : *Dialogue familial entre M. César Gross, notaire à Martigny et le nommé Bernard de sa commune*, et surtout la *Constituante valaisanne*, 1837. Malheureusement à côté d'innovations parfaitement légitimes et admises par la suite telles que la représentation proportionnelle, la séparation des pouvoirs, la publicité des séances, l'élaboration d'un code pénal, etc., il en risquait d'autres pour le moins intempestives et imprudentes, comme la garantie du libre enseignement et la suppression du célibat des prêtres. De pareilles audaces furent mal interprétées. Voici ce que raconte leur auteur lui-même dans une lettre du 13 juin 1837 à l'historien-journaliste H.-E. Gaullieur : « Ce petit écrit a excité la rage de nos habillés de noir. L'évêque accompagné de ses conseillers s'est de suite transporté au Conseil d'Etat pour lui demander l'appui de son bras séculier et faire punir et brûler cet écrit *impie et pervers*. Mais le Conseil d'Etat, plus sage que l'évêque, lui refusa sa demande. Il se borna alors de lancer une lettre pastorale adressée à tous les curés du diocèse, dans laquelle il anathématise ce libelle, lettre qui a été lue en chaire. »

La polémique se prolonge entre partisans et adversaires de la révision du pacte fédéral, elle déborde de la vallée du Rhône, et inonde, faute d'organes locaux, la presse confédérée. Les libéraux, qui fondent sur cette révision celle de la constitution cantonale, épanchent leurs griefs ou leurs espoirs dans la *Constituante vaudoise*, dans la *Jeune-Suisse* de Bienne, dans l'*Helvétie* de Porrentruy, dans le *Nouvelliste vaudois*, le *Courrier suisse*, la *Gazette de Lausanne*, le *Messenger suisse*, le *Journal du canton* (Fribourg), tandis que les conservateurs — l'étiquette, on le sait, date de cette époque — exposent leur point de vue dans l'*Union* de Porrentruy, dans la *Gazette universelle suisse*, et surtout dans le *Véridique* de Fribourg, qui, après sa disparition en août 1833, fut remplacé dans leurs faveurs par le *Constitutionnel neuchâtelois*, royaliste et prussophile.

Soulignons ce détail : Les Valaisans de 1835 dépensaient pour abonnements aux journaux confédérés la somme de 24.000 francs suisses (soit 36.000 francs de notre monnaie), équivalent au quart du budget cantonal.

Cependant, le spectre pour lequel nos autorités civiles et ecclésiastiques éprouvaient une sainte frayeur et auprès duquel le récent choléra faisait pâle figure, entrebâillait l'huis de la prude république valaisanne. On ne saurait en effet rattacher au journalisme l'impersonnel *Bulletin officiel*, né en 1803 et encore vivant, ni le *Mémorial administratif de la Préfecture du Département du Simplon* (1811-1814).

L'initiative partait de Monthey, foyer de l'agitation révisionniste. On lit dans une circulaire de Pierre-Louis du Fay, président de ce dixain, aux

présidents de commune : « Je viens rappeler à votre souvenir la proposition qui a été faite dans la séance du conseil de dixain du 28 février 1832 par laquelle chacune de vos communes a été invitée de prendre une action dans la société qui va se former pour l'édition du journal qui paraîtra comme les autres gazettes deux fois par semaine et qui sera utile sous bien des rapports à vos compatriotes. C'est un objet de 5 louis seulement qui produira un intérêt annuel. » (16 mars 1832.)

Le premier pas était fait, mais ce projet ne prit pas corps. Par contre, dix-huit mois plus tard, en octobre 1833, était répandu le prospectus du *Patriote valaisan* qui devait s'imprimer à Lausanne et promettait monts et merveilles. Mais lorsque fut ébruitée la personnalité de son rédacteur, le volage ex-abbé Bandelier, il ne recueillit qu'une centaine d'adhésions ; le *Patriote* resta foetus, mais son promoteur fit reparler de lui, soit aux bureaux de la *Jeune Suisse*, à Bienne, puis après son expulsion du canton de Berne, à Paris, à ceux de la *Religion naturelle*, organe de l'*Eglise française*, fondée par l'abbé Châtel, dont notre compatriote devint grand-vicaire après son élévation à l'épiscopat. La *Religion naturelle* tenta de se faufiler en Valais, mais le chef du département de justice et police de Rivaz avertit (décembre 1841) que des poursuites seraient dirigées contre quiconque vendrait ou colporterait ce schismatique périodique.

Finalement, après bien des péripéties, les efforts bas-valaisans pour l'obtention de la représentation proportionnelle, ont abouti. Une nouvelle constitution, élaborée par une Constituante qui siégea du 14 au 30 janvier 1839, fut acceptée le 25 août par les dixains occidentaux.

La régénération du pays provoque la naissance de la presse ; celle-ci n'est plus bridée ni bâillonnée ; la charte nouvelle en garantit la liberté et une première loi sur la matière est promulguée le 24 mai. Mais, entre 1839 et 1856, les régimes politiques se succèdent sans se ressembler ; les alliés de la veille sont les ennemis du lendemain ; les vaincus d'hier, les triomphateurs d'aujourd'hui. Fatalement, la presse reflète ces revirements et se caractérise par son instabilité. L'un après l'autre sans exception, ses premiers spécimens succombent soit à l'anémie, soit de mort violente, sans réussir à doubler le cap de l'âge de raison.

Son historique a été fait à plusieurs reprises ; aussi bien ne m'y attacherai-je pas et me contenterai de relever sommairement quelques épreuves et déboires qui en marquèrent les débuts.

Au mois de janvier 1839, un groupe de citoyens réunis à l'hôtel du Lion d'Or à Sion, décidait la création d'un organe nettement dévoué aux intérêts du Bas-Valais émancipé, avec Alphonse Morand de Martigny, secrétaire de la Constituante, comme rédacteur. Le *Bulletin des séances de la Constituante valaisanne*, premier journal politique valaisan, parut de janvier à avril ; dès le 4 mai de la même année, il agrandissait son format, accentuait son caractère et devenait l'*Echo des Alpes, journal du Valais*, rédigé non sans talent et verve par le même Alphonse Morand ; l'*Echo* fut relative-

ment mesuré à ses débuts quoique paré de la devise jeune-suisse L. E. H. (liberté, égalité, humanité) : « afin que personne ne se méprenne sur l'esprit de ce journal, nous déclarons qu'il sera toujours l'ami de la religion de nos pères, de l'ordre, de la liberté et du progrès; ennemi par contre de toute distinction sociale autre que celle du mérite, il ne verra jamais qu'une seule famille dans une nation... » ; mais bientôt l'échec des lois scolaire et sur la répartition des charges militaires l'aigrit et le rendit de plus en plus agressif à l'égard du clergé. On n'était pas habitué à pareil langage ; les sanctions arrivent : lettres pastorales contre l'association mazzinienne (mars 1842) et contre son organe (août 1842), procès intentés par le ministère public, lesquels jettent plutôt de l'huile sur le feu. Puis les conservateurs resaisissent le pouvoir, et au lendemain du combat du Trient qui consacre la dissolution de la Jeune-Suisse, un tribunal central est institué. Tandis qu'un décret (24 mai 1844) supprime l'*Echo*, son rédacteur est condamné à l'exposition publique avec l'écriteau : *infâme, impie journaliste*, à une amende, aux frais de justice et à cinq ans d'emprisonnement auxquels il échappe par la fuite. Quant à l'imprimeur, le protestant Hignou, son sort est plus lamentable encore ; des exaltés exigeaient qu'il fût converti d'abord, fusillé ensuite, peine inédite, qu'il ne subit pas d'ailleurs<sup>1</sup>.

L'*Echo* avait eu deux frères jumeaux qui, en dépit du dicton lui ressemblaient autant qu'un bonnet phrygien à un tricorne fleurdelysé. L'un, le *Défenseur de la Religion et du Peuple*, dirigé par le Français Paillet, professeur d'exégèse au séminaire, et chevalier de la Constitution de 1815, eut une existence aussi brève que vagabonde : né à Lausanne, il fut mis en nourrice à Sion et trépassa à Sierre, à l'entrée dans ce bourg des Bas-Valaisans le 2 avril 1840. L'autre, le *Nachläufer*, indépendant en politique, s'imprimait également à Sion. Dès le 1<sup>er</sup> août 1840, il échangeait son titre contre celui de *Messenger valaisan* ou *Walliserbote*, condamné lui aussi à une mort précoce (20 janvier 1841). A en croire un correspondant de l'*Union suisse* (juillet 1846), le malheureux laissa peu de regrets : « Ce journal ne fit pas fortune dans les dixains orientaux où l'on veut une allure décidée... Le rédacteur tenta une autre voie, ce fut de donner la moitié du journal en français, croyant par là lui fournir un passeport valide pour les dixains occidentaux. Il eut beaucoup mieux fait de couper son journal en deux, d'envoyer la partie française aux allemands et la partie allemande aux français. Quoi qu'il en soit, son essai ne fut pas heureux ; le ton tudesque et le style qu'il avait emprunté au véritable *Messenger* boîteux de Bâle firent reléguer l'infortuné *Walliser Bote* dans la classe des rossignols antédiluviens, après être sorti vingt-quatre fois de son nid. Requiescat ! » Il advint que le rossignol fut un phénix puisqu'il renaquit deux fois de ses cendres, mais avec un programme nettement conservateur ; il est aujourd'hui le doyen de la presse valaisanne.

<sup>1</sup> Le même Hignou s'établit par la suite (vers 1860) à St-Maurice.

Le rôle du défunt *Défenseur* fut repris par la *Gazette du Simplon* qui arborait la devise : Dieu et Patrie (25 juin 1842-12 avril 1843). De douloureuses mésaventures lui étaient réservées : dès son second numéro il publiait un article du fougueux chanoine André Derivaz, curé d'Ardon, intitulé : Coup d'œil sur la situation en Valais, où le gouvernement de Maurice Barman était accusé « de livrer une guerre à mort à tout ce qui tient aux siècles passés et par conséquent à la foi de nos pères. » Ce pour quoi le gérant fut assigné en tribunal et condamné à une amende pour « tentative de renversement de l'ordre établi » ! De son côté, la municipalité de St-Maurice interdisait le séjour en cette ville aux deux rédacteurs Rupert et Mayery, Français d'origine. Comble de la malchance, pour avoir plaisanté en feuilleton les Jeunes-Suisses qui venaient de tenir leurs assises en cette ville, ses presses et son matériel furent impitoyablement jetés au Rhône : le pardon des injures ne figurait pas dans leurs statuts. Cet excès contribue à desservir la cause libérale : la Vieille-Suisse remonte au pinacle et la *Gazette du Simplon* ressort des flots le 6 novembre 1844, pour disparaître définitivement à la chute du Sonderbund, au commencement de décembre 1847.

Fondé le 1<sup>er</sup> janvier 1843 par des hommes modérés des deux partis, le *Courrier du Valais* tente vainement de réaliser et d'imposer sa devise : « Union et Progrès. » Rose avec l'avocat Rion, son premier gérant, sa teinte se fonce avec Louis Ribordy. Il échappe à la vindicte civile et ecclésiastique, mais non à la susceptibilité de la Vieille-Suisse qui inscrit sa suppression dans son programme d'action conjointement avec celle de l'*Echo des Alpes*. Le Tribunal central ne l'inquiéta pas davantage, mais la loi sur la presse du 25 mai 1844 était suspendue sur sa tête comme l'épée de Damoclès. Le *Courrier* aux abois en fut bientôt réduit à prendre congé de ses lecteurs par ces mots adressés à la *Gazette du Simplon* : « Vous dites que nous mourons d'inanition et nous vous affirmons sur l'honneur que nous mourons sous l'étreinte de fer qui étouffe notre voix et qui rend pour le moment impossible en Valais l'existence de tout organe de l'opinion franchement libérale. » (31 décembre 1844). A vrai dire, la consommation était bien l'une des causes déterminantes de son décès. Ce sont de curieux indices de la situation matérielle de la presse d'opposition à cette époque que les bulletins de santé, pardon, les lettres intimes de son rédacteur au Dr Joseph Barman.

Relevons-en quelques suggestifs extraits :

« ...Si vous avez la bonté de me faire une avance pour Advocat (l'imprimeur) je vous en serais bien obligé... » (31 août 1843.)

« ... Notre Robellaz (typographe) part ce soir pour Lausanne. Advocat lui devait 209 fr. 60 raves. Je l'ai autorisé à retirer 99 fr. pour abonnements qui nous sont dûs dans le canton de Vaud. Le reste a été avancé par M. de Rivaz. J'ai maintenant ce souci de moins : celui qui me presse le plus est de compléter la somme de 303 fr. pour la presse, je n'en ai que la moitié... (4 avril 1844.)

«... La loi sur la presse a été portée hier soir ; toutes ses dispositions sont excessivement rigoureuses ; cependant, il n'y a pas de censure, de sorte qu'avec de la prudence, il sera possible de continuer notre journal... Notre ouvrier imprimeur est parti pour Lausanne ; il faudra qu'Advocat le remplace, celui-ci est gêné parce qu'il est sans argent... » (29 mai 1844.)

«... Notre journal reparaitra mercredi ; la loi sur la presse nous tue à moitié et nous mourrions tout à fait si vous nous abandonniez. C'est pourquoi nous vous prions tous, et M. de Rivaz en particulier, de nous faire parvenir souvent des articles et des conseils... (2 juin 1844.)

« ... Je me trouve abandonné de toutes parts... Sur une dénonciation de M. Luder, le Tribunal exceptionnel a fait arrêter et conduire à la maison de force le jeune Delasoie qui travaillait chez nous ; on ne sait de quoi on l'accuse... » (14 août 1844.)

« ... Comme la détresse financière du *Courrier* va toujours croissant, je m'adresse à vous pour vous prier de vouloir bien m'aider à en sortir. Je vous ai dit que M. de Rivaz a fait une avance de 400 fr. au printemps, que les recettes pour 1844 ne se montent qu'à 600 fr. Les frais d'impression s'élèvent seuls à 1698 fr. 50. Nous sommes en retard avec Advocat qui ne peut payer ni ses imprimeurs, ni ses autres créanciers. Je l'ai cautionné chez quelques-uns, ce qui m'a valu un mandat. Il ne m'est pas resté d'autres ressources que de m'adresser à Stockalper (secrétaire à la chancellerie d'Etat) pour avoir, en attendant, du papier du gouvernement... Moi-même j'ai fourni aux ouvriers mon propre argent pour qu'ils trouvent au moins à manger.... Il faut nécessairement trouver à emprunter si nous voulons finir l'année... Il me répugnerait de faire banqueroute, je touche au bout de la patience... » (17 octobre 1844.)

Le rétablissement du régime radical en décembre 1847 eut entre autres conséquences la résurrection du *Courrier*, qui, à son tour, suivit de près son protecteur dans sa chute (1856).

Arrivons-en à quelques microbes.

La *Voix du Rhône* — quelle douce et involontaire ironie dans le titre de cette doublure de la gazette noyée au pont de St-Maurice ! — s'arrêta à son premier numéro (31 août 1844). En voici la raison peu connue : Guillaume de Kalbermatten et le chanoine Derivaz, qui passaient pour les dictateurs de la réaction conservatrice, avaient fait appel pour sa rédaction à deux étrangers, Ruppert et Mehl. Le Conseil d'Etat n'osa lui assurer son parrainage sans consulter le Dr Ganioz, secrétaire d'Etat, qui déclara catégoriquement repousser tout concours d'étrangers. La *Voix* fut tôt réduite au silence grâce à cette mésentente. Ganioz fit cavalier seul et créa, deux ans plus tard, l'*Observateur*, porte-parole des conservateurs transigeants et des mitoux, lequel et pour cause ne plut pas à tout le monde, surtout à droite. Il ne parut que 63 fois, son rédacteur ayant été inquiété par le Tribunal central pour un feuilleton jugé subversif. (1846-47.)



De même tendance, le *Journal du Valais* n'eut que 92 numéros et expira avant l'année. (1848.)

En résumé, la série des dix premiers journaux politiques valaisans antérieurs à 1850 offre un exemple frappant de morbidité et de mortalité infantile ; la moyenne de leur existence est de quinze à seize mois.

Mais la démocratie a enfin trouvé sur la constitution fédérale de 1848 une assise solide. L'ère des crises et des convulsions est passée. La presse, la presse valaisanne en particulier, dont les détracteurs primitifs ont finalement reconnu l'utilité et la nécessité, bénéficie de ce retour au calme et à la paix. Taxés d'infamie et de scélératesse il y a un siècle, nos journalistes ont pris une belle revanche et vraisemblablement font-ils trembler les autorités plus qu'ils n'ont jamais tremblé eux-mêmes devant elles au temps des sanctions énergiques.

J.-B. Bertrand.

---